

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOTS DE PETROLE COTIERS

76 rue d'Amsterdam
75009 Paris

Références : 2025-647
Code AIOT : 0005300405

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement DEPOTS DE PETROLE COTIERS implanté 51 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOTS DE PETROLE COTIERS
- 51 rue Gaston Lamy 14120 Mondeville
- Code AIOT : 0005300405
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Dépôt pétrolier (essences, gazole, fioul, éthanol, additifs)

La société DPC compte 2 sites, celui de Mondeville (14) et celui de St Pol sur mer (59). Les actionnaires de DPC sont BP, Esso, Intermarché, Carrefour, Leclerc. La société DPC fait appel au soutien du groupe Raffinerie du Midi (qui assure une assistance maîtrise d'ouvrage pour d'autres dépôts également), dont les actionnaires sont Bolloré, Esso, Total.

Les activités du site de Mondeville sont celles d'un dépôt d'hydrocarbures, à savoir :

- réception des hydrocarbures (essences, gazole, fioul...) par pipeline (via Trakil) et des additifs ou éthanol par camions,
- stockage des produits dans des réservoirs,
- chargement des camions citernes pour livraison aux clients.

Le transfert des produits au sein du site s'effectue par tuyauteries et les expéditions par des postes de chargement de camions (PCC). Le dépôt dispose également d'une unité de récupération des vapeurs (URV) d'essence, émises lors du remplissage des camions-citernes.

Compte tenu des activités exercées et des inventaires d'hydrocarbures stockés, cet établissement relève du régime Seveso seuil haut. Ses installations sont régulièrement autorisées par les arrêtés préfectoraux des 4 décembre 2002, 1er août 2008, 21 mars 2011, 9 janvier 2014 et 11 août 2023.

Au cours de la visite du 17 octobre 2025, l'Inspection s'est rendue sur le dépôt 2, au niveau de la cuvette du bac Q.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 7

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste MMR	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III – point 6	Demande d'action corrective	3 mois
5	MMR - testabilité, maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Demande d'action corrective	3 mois
7	Réexamen quinquennal	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-98.II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	MMR technique détection hydroc en caniveau	AP Complémentaire du 11/08/2023, article annexe 3-I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	MMR - efficacité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A	Sans objet
4	MMR - cinétique	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5	Sans objet
6	MMR - Indisponibilité de la MMR et gestion des shunts	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a permis d'évoquer le réexamen quinquennal de l'étude de dangers du dépôt déposé en novembre 2023 et complété en avril dernier d'une révision d'EDD réalisée selon une toute nouvelle méthodologie.

L'analyse de ces éléments aboutit aux conclusions suivantes :

- * la notice de réexamen reste incomplète ; elle ne reprend pas toutes les dispositions prévues par l'avis ministériel du 8 février 2017

- * les conclusions de la nouvelle révision d'étude de dangers déposée en 2025 n'est pas compatible avec le PPRT.

L'inspection demande donc à l'exploitant, sous 3 mois :

- * de fournir une notice de réexamen quinquennal complète devant répondre à l'avis du 8 février 2017 ; celle-ci doit statuer sur le caractère approprié des mesures de maîtrise des risques du site, des conclusions de la dernière étude de dangers validée du site, et de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement. Seulement si le caractère approprié d'un de ces 3 points est remis en cause, l'exploitant procède à la révision de son EDD.

- * dans le cas où le réexamen conclut à la nécessité de réviser l'EDD du site, l'exploitant doit :

- . expliquer, s'il utilise une nouvelle méthodologie, en quoi la précédente méthodologie ne convient plus ?

- . fournir une révision d'étude de dangers qui soit compatible avec le PPRT en vigueur, et le justifier. Pour ce faire, l'exploitant doit comparer chacun des phénomènes dangereux de la grille MMR issu de la nouvelle révision d'EDD avec les phénomènes dangereux retenus dans le cadre du PPRT, et justifier de la compatibilité de la nouvelle révision d'EDD avec le PPRT.

L'inspection a ensuite porté sur le contrôle par sondage de quelques Mesures de Maîtrise des Risques définies par l'exploitant pour son dépôt DPC de Mondeville. Cette liste de MMR, en lien avec l'étude de dangers du site, n'est à ce stade pas validée par l'inspection des installations classées.

Il en ressort que l'exploitant dispose de fiches MMR décrivant l'ensemble de la chaîne de sécurité, et détaillant les éléments permettant d'assurer la détection, le traitement de l'information, puis les actions. Les fiches MMR regardées par sondage par l'inspection, notamment certaines se basant sur la détection d'éthanol nouvellement autorisé dans l'un des bacs du dépôt, se positionnent sur l'efficacité, le temps de réponse et le niveau de confiance de l'ensemble de la chaîne et de chacun de ses éléments.

Au regard de l'analyse fonctionnelle présentée en inspection notamment, la "MMR technique basée sur une détection d'hydrocarbures dans l'un des compartiments du caniveau d'implantation des tuyauteries" situées hors rétentions des bacs, mise en œuvre sur le dépôt, répond aux prescriptions définies au 1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2023.

Des tests sont réalisés à fréquence régulière par l'exploitant pour vérifier le fonctionnement de MMR ; par sondage, l'inspection a vérifié que les actions sont bien testées, et les résultats tracés. Un test en réel a été mené pendant l'inspection, portant sur le déclenchement d'un détecteur positionné sur le dépôt 2. Le test a été concluant.

Quelques demandes de l'inspection sont reprises dans le corps du rapport ci-après. L'exploitant est tenu d'en tenir compte dans les délais indiqués.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste MMR

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe III – point 6
Thème(s) : Risques accidentels, Liste MMR (Site SEVESO)
Prescription contrôlée : Document récapitulatif des mesures de maîtrise des risques figurant dans l'étude de dangers. « Ce document indique a minima l'identification de la mesure en référence à l'étude de dangers, son objectif, son niveau de confiance, son efficacité, son action et les scénarios sur lesquels elle intervient, la cinétique de mise en œuvre de la réponse attendue, les critères de pérennité et, le cas échéant, les critères d'indépendance vis-à-vis des autres mesures de maîtrise des risques participant à la maîtrise du même phénomène dangereux. » (cf. AM du 28/02/2022 modifiant l'AM du 26/05/2014 et du 04/10/10)
Constats : Pendant l'inspection, l'exploitant a présenté une liste de 7 mesures de maîtrise des risques reprise en annexe confidentielle à ce présent rapport. Cette liste est issue de l'étude de dangers déposée par l'exploitant en décembre 2013 et complétée en 2014, 2016, 2017, 2018. L'instruction de cette étude de dangers et ses nombreux compléments a fait l'objet d'un rapport de l'inspection des installations classées daté du 04/09/2019. La liste de MMR présentée par l'exploitant n'a pas, à ce stade, été validée par l'inspection. Dans sa liste, l'exploitant associe à chaque MMR sa position dans le nœud papillon, sa fonction de sécurité et son niveau de confiance. L'ensemble des critères listés à l'annexe III - point 6 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 n'est pas repris.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <u>Demande n°1 :</u> L'exploitant doit disposer, sous 3 mois, d'une liste de mesures de maîtrise des risques synthétique, répondant à l'annexe III - point 6 de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 modifié.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : MMR technique détection hydroc en caniveau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2023, article annexe 3-I

Thème(s) : Risques accidentels, MMR

Prescription contrôlée :

- MMR technique basée sur une détection d'hydrocarbures dans l'un des compartiments du caniveau d'implantation des tuyauteries susmentionnées :

Chaque compartiment dudit caniveau est équipé de deux détecteurs d'hydrocarbures (un pour la phase liquide et un pour la phase gaz). Sur sollicitation d'un de ces deux détecteurs d'hydrocarbure ou panne d'au moins un des deux, une alarme en salle de commande DPC est déclenchée via un automate de sécurité.

Quand il s'agit de liquide inflammable de mention de danger H224 (essences), sur sollicitation ou panne des deux détecteurs ou panne de l'un des deux et sollicitation du second, l'automate de sécurité DPC de niveau SIL 2 déclenche, en plus de l'alarme en salle de commande DPC et automatiquement :

l'arrêt d'urgence dépôt qui entraîne :

l'arrêt des pompes,

la fermeture des clapets en sortie de bacs,

la fermeture des vannes à sécurité positive positionnées sur chacun des bras de chargement du PCC (poste de chargement camions) ;

l'arrêt d'urgence réception qui entraîne :

la fermeture des vannes d'entrées de bacs DPC ;

une alerte auprès de l'automate Trapil qui doit actionner chez Trapil, une alarme et la fermeture d'une vanne de sectionnement sur la canalisation d'approvisionnement du dépôt DPC.

Quand il s'agit de liquides inflammables de mention de danger H226 (type gazoles), les mêmes actions qu'en cas de fuite d'essence sont lancées depuis la salle de commande DPC pour stopper les transferts après levée de doute.

Constats :

Au regard de l'analyse fonctionnelle présentée en inspection, la "MMR technique basée sur une détection d'hydrocarbures dans l'un des compartiments du caniveau d'implantation des tuyauteries" situées hors rétentions des bacs, mise en œuvre sur le dépôt, répond aux prescriptions définies au 1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2023. Des précisions sont apportées en annexe confidentielle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : MMR - efficacité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-A
Thème(s) : Risques accidentels, Efficacité y compris indépendance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023</p> <p>A. - L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; Ces actions sont tracées. - (...)</p> <p>Constats :</p> <p>En inspection, l'exploitant a présenté des fiches MMR expliquant le fonctionnement des Mesures de Maîtrise des Risques qu'il retient.</p> <p>Par sondage, les inspecteurs se sont intéressés à la fiche MMR "détection hydrocarbures/éthanol + arrêt d'urgence" (hors caniveau équipé d'une autre MMR), suite à la réaffectation du réservoir Q en éthanol actée par courrier de l'inspection du 23 octobre 2025. La fiche MMR présentée, dans sa version 4 mais qui n'est pas datée, détaille les différentes parties de la MMR que sont : la détection, puis le traitement, puis les actions.</p> <p>* Traitement L'exploitant doit préciser dans sa fiche MMR que l'automate qui assure le traitement des informations de cette MMR est un automate de sécurité, comme l'indique le document "architecture automate de sécurité et réception" établi par la société Actemium. Dans sa fiche MMR, l'exploitant note l'"indépendance" des systèmes de relai et transmission de l'information, en indiquant que "les cartes électroniques gaz et liquide de son système DOCIL certifié SIL2 sont dissociées les unes des autres"</p> <p>* Détection Dans le cadre de ce projet, l'exploitant a indiqué que les sondes des détecteurs gaz ont été adaptées pour détecter l'éthanol là où c'était nécessaire (précisions en annexe confidentielle). Les détecteurs liquide n'ont, selon l'exploitant, pas eu besoin d'être adaptés car ils doivent détecter tout liquide. Selon la fiche MMR, les détecteurs sont adaptés aux conditions climatiques extérieures et au contact avec les hydrocarbures et/ou l'éthanol ; ils sont également adaptés à un fonctionnement en atmosphère explosive. Selon la fiche MMR, les détecteurs liquide comme gaz sont placés en points bas, là où le liquide et la vapeur plus lourde que l'air sont susceptibles de se trouver le plus rapidement.</p> <p>* Actions En cas de détection liquide, des alarmes sonores et visuelles doivent se déclencher, ce qui doit entraîner des actions d'un opérateur ou d'un agent de surveillance.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Remarque : Les fiches MMR, regardées par sondage par l'inspection, détaillent les différentes parties de la MMR que sont : la détection, puis le traitement, puis les actions. Elles doivent être signées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : MMR - cinétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Cinétique
Prescription contrôlée : L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.
Constats : L'inspection a cette fois analysé la fiche MMR rédigée par l'exploitant portant sur la "double détection hydrocarbures liquide et gaz en caniveau + arrêt d'urgence + tapis de mousse préventif" (le tapis de mousse préventif étant hors MMR). La fiche MMR détaille les différentes étapes que sont la détection, le traitement, puis les actions déclenchées. Le niveau de confiance de l'ensemble de la MMR retenu par l'exploitant est NC1. La fiche de cette MMR précise que le traitement est assuré par un automate de sécurité SIL2. Les actions indiquées dans la fiche MMR sont bien celles prévues dans le chapitre 1 de l'annexe 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 août 2023 encadrant les activités du site. L'exploitant analyse le temps de réponse de l'ensemble de sa MMR (détection + traitement + action) et conclut que celui-ci est en adéquation avec la cinétique du scénario. Des précisions sont en annexe confidentielle. Par sondage, l'inspection a vérifié que l'exploitant était en mesure de justifier le respect du temps de réponse de la MMR indiqué. L'inspection a vérifié par sondage la réalisation de tests portant sur le temps de fermeture de l'une des vannes, précisée en annexe confidentielle. A même été vérifiée la fermeture d'une vanne passant par l'automate Trapil. Sur cette action précise, l'exploitant a pu justifier que le temps de fermeture vanne répond aux indications de la fiche MMR.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MMR - testabilité, maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B
Thème(s) : Risques accidentels, Testabilité
Prescription contrôlée : Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023 B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. ... Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : Dans son plan de maintenance préventive, la société DPC prévoit de faire contrôler ses détecteurs gaz par le constructeur Honeywell Enraf tous les 6 mois. En inspection, l'exploitant a présenté la fiche de vie, extraite de sa GMAO, d'un détecteur gaz précisé en annexe confidentielle. La société DPC a également présenté en inspection des rapports de la société Honeywell ayant réalisé les derniers contrôles d'un autre détecteur gaz précisé en annexe confidentielle. Le rapport de la société Honeywell suite à la dernière intervention du 2 octobre 2025 sur le détecteur gaz en question conclut au fonctionnement des asservissements suite à détection. <u>Demande de l'inspection n°2 :</u> le rapport suite au contrôle du 02/10/25 de la société Honeywell portant sur un détecteur gaz analysé par l'inspection, n'est pas signé de l'exploitant DPC ou Raffinerie du Midi. Dans la GMAO, le bon de travaux relatif à la maintenance des détecteurs gaz Honeywell / Zellweger du 03/10/25 est validé par "null null". L'exploitant doit s'organiser pour réceptionner les travaux de maintenance réalisés par ses sous-traitants, et donner les suites appropriées le cas échéant. L'exploitant a aussi présenté à l'inspection la "Procédure et rapport de maintenance Sonde DOCIL C 400" établie par la société Larco, la sonde Docil constituant le système de détection d'une autre MMR. Les alarmes et asservissements à tester 2 fois par an sont listés pour chaque bac. Pendant l'inspection, un test a été réalisé en déclenchant un détecteur précisé en annexe confidentielle. Ce test a été concluant. Dans les secondes qui ont suivi le déclenchement :

<p>*une alarme sonore et visuelle a retenti en salle de contrôle,</p> <p>* sur la supervision en salle de contrôle, s'est matérialisée la fermeture automatique immédiate des 3 vannes positionnées sur le circuit en question, l'arrêt des pompes dépotage et transfert, la coupure d'alimentation électrique des clôtures</p> <p>En réponse à une question de l'inspecteur, l'opérateur en salle de contrôle a présenté la fiche réflexe avec les mesures à prendre en cas d'"alarme Secudep épandage caniveau".</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Demande de l'inspection n°2 : le rapport suite au contrôle du 02/10/25 de la société Honeywell portant sur un détecteur gaz analysé par l'inspection, n'est pas signé de l'exploitant DPC ou Raffinerie du Midi. Dans la GMAO, le bon de travaux relatif à la maintenance des détecteurs gaz Honeywell / Zellweger du 03/10/25 est validé par "null null". L'exploitant doit s'organiser pour réceptionner les travaux de maintenance réalisés par ses sous-traitants, et donner les suites appropriées le cas échéant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 6 : MMR - Indisponibilité de la MMR et gestion des shunts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54-B</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité de la MMR et gestion des shunts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Applicable aux installations existantes à compter du 1er juillet 2023</p> <p>B.-... L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p>Constats :</p> <p>Interrogé sur les mesures mises en œuvre en cas d'indisponibilité de MMR, l'exploitant a précisé avoir défini des consignes à suivre en mode dégradé, incluant la définition de mesures compensatoires.</p> <p>Il a ainsi présenté à l'inspection sa "consigne C.I01.18-19.CAE pour le mode dégradé des détecteurs hydrocarbures vapeurs et liquides" mise à jour le 08/10/2025 (mise à jour notamment de la situation géographique des détecteurs liquide et gazeux).</p> <p>En cas de problème de fonctionnement d'un détecteur, la société DPC a indiqué que le système de traitement de la MMR considèrait que le détecteur déclenchait. Les mesures compensatoires en cas de défaillance d'un détecteur gaz portent sur la mise en place d'une balise portative par le personnel et la passation de consignes aux gardiens.</p>

Sinon, la société DPC a précisé que son fournisseur est censé intervenir rapidement ; du matériel de rechange est sur le dépôt.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réexamen quinquennal

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.515-98.II

Thème(s) : Risques accidentels, EDD

Prescription contrôlée :

L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.

Constats :

Le réexamen quinquennal de l'étude de dangers du dépôt DPC de Mondeville était attendu pour le 30 mai 2023, en application des articles L.515-39 et R. 515-98 du code de l'environnement.

Ce délai est indiqué dans le rapport de l'inspection des installations classées du 5 septembre 2019, permettant de clôturer l'examen de la révision quinquennale de l'étude de dangers précédente, remise par la société DPC en décembre 2013 et complétée à plusieurs reprises en 2014, 2016, 2017, 2018.

Par courriel du 11/10/2023, il avait d'ailleurs été rappelé à l'exploitant que ce rapport du 5 septembre 2019 conclut qu'à l'issue de l'instruction de cette étude de dangers de 2013 complétée à plusieurs reprises, "l'inspection des installations classées retient les phénomènes dangereux et zones d'effets du PPRT".

Voici un extrait de ce rapport :

"L'étude de dangers de décembre 2013 complétée en 2014, 2016, 2017, 2018 est bâtie :

- selon des méthodologies qui ne respectent pas les bonnes pratiques en terme de modélisation (circulaire du 10 mai 2010, notes techniques "UVCE" et "explosion de bac" établies dans le cadre du GT DLI...)

- en prenant en compte 2 mesures de maîtrise des risques techniques "détection hydrocarbures" proposées initialement par l'exploitant, qui a finalement mis en œuvre sur son dépôt 1 MMR technique et 1 MMR organisationnelle

- sur des hypothèses visant à exclure certains phénomènes dangereux ; ce qui n'est plus d'actualité.

Dans la mesure où le dépôt n'a pas subi de modification substantielle depuis 2013, si ce n'est la mise en œuvre de MMR actées par arrêté préfectoral de janvier 2014 dont le but est le respect des aléas du PPRT approuvé le 14 avril 2015, l'inspection des installations classées retient les phénomènes dangereux et zones d'effets du PPRT."

Il est intéressant de savoir d'où viennent les phénomènes dangereux du PPRT, ce qui est indiqué aux pages 17 - 18 de ce rapport du 5 septembre 2019.

"L'étude de dangers objet de la présente instruction, déposée en décembre 2013 et complétée en 2014, 2016, 2017, 2018 n'a pas été prise en compte dans le PPRT approuvé le 14 avril 2015, le lancement de la phase de concertation auprès de toutes personnes intéressées par l'élaboration de ce dernier ayant été mené avant réception de cette EDD.

Les aléas retenus dans le PPRT sont issus de l'étude de dangers de 2008 complétée en 2009 et 2010 et modifiée, pour ce qui concerne les UVCE / flash fire / feux de nappe associés aux tuyauteries en caniveau, par une étude de Bureau Véritas déposée en avril 2013, qui a fait l'objet d'une tierce expertise réalisée par l'IRSN en novembre 2013."

L'exploitant a déposé le 13/11/2023 une notice de réexamen réalisée selon les dispositions prévues par l'avis ministériel du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut sans mise à jour ni révision de l'étude de dangers.

Cette notice conclut :

"L'analyse :

Des différentes évolutions depuis la dernière étude de dangers ;

Et l'analyse de la validité des mesures de maîtrise des risques, des conclusions de l'étude de dangers et l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement présentée dans le présent document, ne met pas en évidence la nécessité immédiate de révision de l'étude de dangers de DPC Caen.

Néanmoins, compte tenu des projets votés à venir, notamment la réhabilitation de l'apportement pour la réception de multi-produits, mais également de la nécessité de recompilation de données concernant les scénarios de dangers ayant fait l'objet de notes et compléments diverses, l'exploitant prévoit la révision de l'étude de dangers avec une nouvelle méthodologie d'analyse détaillées des risques au 1er semestre 2024."

Cette notice a été examinée par l'inspection et a fait l'objet d'une demande de compléments via un rapport de l'inspection du 18/10/2024. La différence entre les phénomènes dangereux retenus dans la grille MMR de cette notice déposée en 2023 et les phénomènes dangereux du PPRT est pointée ; l'inspection a, entre autres, demandé à l'exploitant de revoir et compléter sa notice sur le positionnement des scénarii dans la matrice d'acceptabilité des risques, et de justifier la compatibilité avec le PPRT. La prise en compte dans le réexamen de l'arrêté préfectoral complémentaire du 11/08/2023 est également demandée à la société DPC, ainsi que des détails sur la mise en œuvre du Plan de Modernisation des Installations Industrielles.

En avril 2025, la société DPC a déposé une toute nouvelle révision d'étude de dangers, réalisée selon une nouvelle méthodologie d'analyse détaillée des risques développée par Raffinerie du Midi, selon les explications fournies par l'industriel lors de l'inspection d'octobre 2025. Le réexamen, jugé incomplet par l'inspection en 2024, n'a pas été complété par l'exploitant. La grille MMR issue de cette nouvelle révision d'EDD de 2025 ne correspond pas à la précédente grille MMR, qui a permis d'établir le PPRT, validée via le rapport de l'inspection du 5 septembre 2019. Au-delà d'avoir des scénarios qui ne portent pas les mêmes dénominations, il reste désormais 1 scénario en case MMR rang 2, alors qu'il y en avait 5 pour l'élaboration du PPRT, sans explications claires.

La seule modification du dépôt mise en évidence par l'exploitant dans son réexamen concerne les installations de Défense contre l'incendie réintégrées au sein du dépôt 1, dans un nouveau local. Il précise toutefois que cela n'a aucun impact sur l'analyse détaillée des risques et l'étude de dangers, mais cette nouvelle DCI apporte une meilleure fiabilité pour lutter contre les sinistres majeurs.

Par conséquent, la notice de réexamen reste incomplète ; elle ne reprend pas toutes les dispositions prévues par l'avis ministériel du 8 février 2017.

C'est pourtant elle qui doit statuer sur le caractère approprié des MMR, des conclusions de l'EDD

validée, et de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement. Seulement si le caractère approprié d'un de ces 3 points est remis en cause, l'exploitant procède à la révision de son EDD.

De plus, les conclusions de la nouvelle révision d'étude de dangers déposée en 2025 ne sont pas compatibles avec le PPRT.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de l'inspection :

L'inspection demande donc à l'exploitant, sous 3 mois :

*** de fournir une notice de réexamen quinquennal complète devant répondre à l'avis du 8 février 2017 ; celle-ci doit statuer sur le caractère approprié des mesures de maîtrise des risques du site, des conclusions de la dernière étude de dangers validée du site (EDD de 2008 complétée en 2009 et 2010, et pour ce qui concerne les UVCE / flash fire / feux de nappe associés aux tuyauteries en caniveau, l'étude de Bureau Veritas déposée en avril 2013 qui a fait l'objet d'une tierce expertise de l'IRSN en novembre 2013), et de l'analyse de la compatibilité du site avec son environnement. Seulement si le caractère approprié d'un de ces 3 points est remis en cause, l'exploitant procède à la révision de son EDD.**

*** dans le cas où le réexamen conclut à la nécessité de réviser l'EDD du site, l'exploitant doit**
. expliquer, s'il utilise une nouvelle méthodologie, en quoi la précédente méthodologie ne convient plus ?
. fournir une révision d'étude de dangers qui soit compatible avec le PPRT en vigueur, et le justifier. Pour ce faire, l'exploitant doit comparer chacun des phénomènes dangereux de la grille MMR issu de la nouvelle révision d'EDD avec les phénomènes dangereux retenus dans le cadre du PPRT, et justifier de la compatibilité de la nouvelle révision d'EDD avec le PPRT.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois